

Contre la CAQ réactionnaire du social au sociétal, au Québec et ailleurs **La grève générale du secteur public prend un sens de « grève sociale »**

La CAQ concentre son tir sur la FAE, en alternant le chaud et le froid, pour percer une brèche dans la digue de la résistance à la stratégie caquiste de démolition-privatisation des services publics. À l'inverse, elle fait poirotter le Front commun et la FIQ qu'elle diabolise. Sa tactique consiste à faire capituler la FAE afin de scissionner le Front commun pour ensuite en finir avec le secteur de la santé dont la grève, cadencée par la loi des services essentiels, n'est à toute fin pratique que symbolique. L'erreur de synchronisation relève-t-elle du ras-le-bol de la base de la FAE que sa direction n'a pas su ou voulu canaliser, ou plutôt du refus du Front commun de déclencher une grève générale avant les Fêtes ? Peu importe la « *game* » des bureaucraties syndicales, la résultante en est une grève générale d'environ seulement 10% des effectifs en négociations et sans fonds de grève.

Le parti-pris antisyndical de la CAQ n'est plus à prouver. « *Le tribunal [administratif du travail] a ordonné au gouvernement du Québec, au ministre de la Santé Christian Dubé et au comité patronal de négociation en santé de verser la somme de 315 000 \$, répartie entre sept syndicats dans la santé, parce qu'il a entravé leurs activités et négocié de mauvaise foi [et...] il leur ordonne aussi de cesser de le faire* » ([La Presse canadienne](#), 15/12/23). Voilà comment l'auteur ex-financier de l'infâme loi 15 adoptée sous bâillon traite le droit syndical. Le même jour, on apprend que « *le gouvernement du Québec n'appuie pas la demande d'Ottawa pour un "cessez-le-feu humanitaire immédiat" à Gaza car le Hamas, mouvement terroriste reconnu par plusieurs États dont le Canada, doit rendre les armes. De plus, les otages doivent être libérés pour que l'on puisse envisager un cessez-le-feu* », estime le cabinet de la ministre des Relations internationales, *Martine Biron* » ([Le Devoir](#), 15/12/23). Et vive la guerre génocidaire de l'État sioniste !

Toujours le même jour, « *le gouvernement de François Legault refuse de laisser Ottawa contourner ses seuils d'immigration dans la catégorie du regroupement familial. [...] La liste d'attente en réunification familiale a beau frôler les 40 000 personnes, la ministre québécoise de l'Immigration, Christine Fréchette, a récemment refusé une main tendue du fédéral pour traiter toutes "les demandes de résidence permanente qui ont reçu un [Certificat de sélection du Québec]" [...] Québec a fixé ses cibles en regroupement familial à environ 10 000 nouveaux arrivants pour les deux prochaines années* » ([Le Devoir](#), 15/12/23). Encore une fois presque le même jour, cette fois de connivence avec Ottawa, « *[l]e Procureur général du Québec et la Couronne contestent devant la Cour d'appel une décision qui ordonnait l'arrêt des procédures contre deux hommes de Kahnawà:ke dans une affaire d'importation de tabac.* » Québec et Ottawa ne reconnaissent pas « *la validité de la Covenant chain – ou Chaîne d'alliance –, une série de traités remontant au 17^e siècle qui constituaient une entente entre la Couronne britannique et Confédération haudosaunee, un regroupement de six nations iroquoises dont font partie les Mohawks.* » Ce qui revient à ne pas reconnaître la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ([Radio-Canada](#), 13/12/23).

Quelle hypocrisie que d'être « *"décu"* du manque d'ambition de la COP28 » ([Le Devoir](#), 13/12/23) pour faire mauvaise fortune d'être sans hydrocarbure bon cœur d'être gavé

d'hydroélectricité vendue à rabais, sans compter les subventions gargantuesques, à toute transnationale venant. Il y a de quoi construire une escalade vers la grève sociale, c'est-à-dire une grève générale politique. Tous et toutes, mouvement syndical, organisations étudiantes et féministes, grand public ont intérêt à soutenir les grévistes en argent sonnante et en militance dans la rue.

Par les réseaux sociaux, le grand public s'y est mis illico. Plusieurs syndicats ont suivi par des dons non négligeables — Métallos, Unifor, Machinistes, AFPC ([Le Devoir](#), 15/12/23). Reste à soutenir les lignes de piquetage et plus encore. Des groupes de parents ont aussi commencé à se mobiliser ([Radio-Canada](#), 15/12/23). Ce branlement de combat commence à sentir la « grève sociale » comme ce fut le cas pour un bref moment lors du Printemps érable de 2012 quand les Libéraux sont passés en mode ouvertement répressif. L'on peut penser que cette leçon historique fait réfléchir la CAQ au cas où une résistance, inattendue par elle, induirait la grande tentation de la loi spéciale. Raison de plus pour le mouvement syndical et tous le peuple-travailleur derrière lui, de tenir le coup et d'enfoncer le clou.

Marc Bonhomme, 16 décembre 2023

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca